

# SOFAC AUDIT

**Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF LOIRE ATLANTIQUE)**

Association

Siège social : 31 boulevard Emile Gabory  
44 200 NANTES

---

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

### **SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31/12/2024

\*\*\*\*\*

3 bis rue de l'Hippodrome - 44300 NANTES

SAS SOFAC AUDIT au capital de 10 000 Euros - N°TVA intracommunautaire - FR74 751 686 130  
RCS NANTES B 751 686 130 - APE 69002 - SIRET 751 686 130 00012  
Membre de la Compagnie Régionale CRCC OUEST ATLANTIQUE

**Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF LOIRE ATLANTIQUE)**

Association

Siège social : 31 boulevard Emile Gabory  
44 200 NANTES

---

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

### **SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31/12/2024

\*\*\*\*\*

A l'assemblée générale de l'association Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF LOIRE ATLANTIQUE),

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF LOIRE ATLANTIQUE), relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.821-53 et R.821-180 du code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées, s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations le concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nantes, le 09/05/2025

**SOFAC AUDIT,**  
Commissaire aux Comptes



Hugues DISSE  
Associé



**Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF LOIRE ATLANTIQUE)**

Association

Siège social : 31 boulevard Emile Gabory

44 200 NANTES

---

## **COMPTES ANNUELS**

Exercice clos au 31/12/2024

\*\*\*\*\*

## BILAN ACTIF

CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

ACTIF	Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024			01/01/2023 au 31/12/2023
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	625,00	625,00		
Autres				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techn., matériel et outil. ind.				
Autres	23 062,28	22 553,67	508,61	1 582,08
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou d. dest. à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
<b>TOTAL (I)</b>	<b>23 687,28</b>	<b>23 178,67</b>	<b>508,61</b>	<b>1 582,08</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes ratt.	7 652,72		7 652,72	31 927,41
Créances reçues par legs ou donations	11 385,54	2 000,00	9 385,54	
Autres	155 904,19		155 904,19	92 189,81
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	196 548,01		196 548,01	206 306,57
Charges constatées d'avance	1 051,60		1 051,60	3 160,68
<b>TOTAL (II)</b>	<b>372 542,06</b>	<b>2 000,00</b>	<b>370 542,06</b>	<b>333 584,47</b>
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>396 229,34</b>	<b>25 178,67</b>	<b>371 050,67</b>	<b>335 166,55</b>

## BILAN PASSIF

CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

PASSIF	Du 01/01/2024 au 31/12/2024	Du 01/01/2023 au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	191 114,69	205 691,37
Excédent ou déficit de l'exercice	-10 274,52	-14 576,68
<i>Situation nette (sous total)</i>	198 462,62	208 737,14
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		583,33
Provisions réglementées		
<b>TOTAL (I)</b>	<b>198 462,62</b>	<b>209 320,47</b>
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>TOTAL (II)</b>		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	24 023,22	19 223,25
<b>TOTAL (III)</b>	<b>24 023,22</b>	<b>19 223,25</b>
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	32 179,04	27 354,32
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	116 385,79	79 268,51
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>148 564,83</b>	<b>106 622,83</b>
Ecart de conversion passif		
<b>(V)</b>		
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>371 050,67</b>	<b>335 166,55</b>

## COMPTE DE RÉSULTAT

CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	400,00	450,00
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service	69 492,93	75 412,80
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	563 579,61	524 363,33
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	2 170,00	1 524,00
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie	11 385,54	
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	12 053,17	8 664,59
Utilisations des fonds dédiés		14 208,00
Autres produits	17,18	222,05
<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>659 098,43</b>	<b>624 844,77</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	94 973,43	104 310,84
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	13 391,42	12 362,33
Salaires et traitements	413 669,41	397 655,66
Charges sociales	137 274,93	119 768,74
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	3 073,47	3 222,52
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	1 165,74	1 916,97
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)</b>	<b>663 548,40</b>	<b>639 237,06</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>-4 449,97</b>	<b>-14 392,29</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	2 728,73	2 596,25
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)</b>	<b>2 728,73</b>	<b>2 596,25</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)</b>		
<b>RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>2 728,73</b>	<b>2 596,25</b>

## COMPTE DE RÉSULTAT

CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)</b>	<b>-1 721,24</b>	<b>-11 796,04</b>
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	194,40	327,33
Sur opérations en capital	583,33	1 750,00
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)</b>	<b>777,73</b>	<b>2 077,33</b>
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	4 424,04	2 721,13
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	4 799,97	1 977,84
<b>TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)</b>	<b>9 224,01</b>	<b>4 698,97</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>-8 446,28</b>	<b>-2 621,64</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	107,00	159,00
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)</b>	<b>662 604,89</b>	<b>629 518,35</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>672 879,41</b>	<b>644 095,03</b>
<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT</b>	<b>-10 274,52</b>	<b>-14 576,68</b>
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	48 683,00	38 984,00
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>	<b>48 683,00</b>	<b>38 984,00</b>
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	48 683,00	38 984,00
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>	<b>48 683,00</b>	<b>38 984,00</b>
<b>TOTAL</b>	<b>-10 274,52</b>	<b>-14 576,68</b>

## ANNEXE

**CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE**

**Du 01/01/2024 au 31/12/2024**

### PRÉSENTATION

L'objet social de l'entité :

- Genre : Défense Des Droits Des Femmes, Condition Féminine.
- Type : Loisirs et vie sociale
- Objet de l'association : Mettre à la disposition du public et plus spécialement des femmes, les informations nécessaires à l'exercice de leurs droits dans tous les domaines. Promouvoir l'égalité femmes-hommes. Participer à toute action visant la promotion des femmes et la défense de l'égalité des droits des femmes.

La nature et le périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

Depuis 2012, traversé par des conditions politique, stratégique et économique nouvelles, le CIDFF de Loire Atlantique a décidé d'actualiser le projet associatif : l'enjeu étant de l'adapter à l'évolution de la législation en matière d'égalité femmes/hommes, à l'évolution des besoins sociaux et à l'évolution de l'association elle-même. Le CIDFF de Loire Atlantique réaffirme son engagement au sein du réseau régional porté la FRCIDFF des Pays de la Loire. Le CIDFF de Loire Atlantique est conscient de l'apport de cette dynamique régionale qui permet le développement d'actions locales innovantes, le partage de ressources et de compétences et une meilleure visibilité du réseau.

Les moyens mis en oeuvre :

- Moyens humains : Equipe salariée du CIDFF composée d'une direction, d'une assistante de gestion, de juristes et de conseillères emploi.
- Moyens techniques : outils numériques et de communication (pc portables + smartphone pour chaque salarié (e)), imprimante/copieur.
- Locaux : Siège de l'association et antenne à Saint-Nazaire : locaux mis à disposition à titre gracieux par le Conseil Départemental.
- Permanences juridiques : bureaux mis à disposition par les structures accueillantes (MJD, PAD, EDS...)

### FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 371 050,67 Euros, et le compte de résultat de l'exercice dégage un déficit de -10 274,52 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

D'autre part, aucun fait significatif ne mérite une information particulière.

### RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- image fidèle
- comparabilité et continuité de l'exploitation
- régularité et sincérité
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

## ANNEXE

**CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE**

**Du 01/01/2024 au 31/12/2024**

Les comptes annuels au 31/12/2024 ont été arrêtés conformément au plan comptable général défini par le règlement 2014-03 modifié de l'Autorité des Normes Comptables, complété du règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

### **IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

### **IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,

#### **Amortissements des biens non décomposables :**

La période d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables (mesure de simplification pour les PME) est fondée sur la durée d'usage.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- |                                  |           |
|----------------------------------|-----------|
| - Logiciels                      | 3 ans     |
| - Matériel de bureau et informat | 1 à 4 ans |

### **CRÉANCES**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.



## ANNEXE

CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

CADRE A		IMMOBILISATIONS	V. brute des immob. début d'exercice	Augmentations	
				suite à réévaluation	acquisitions
INCORPOR.	Frais d'établissement et de développement	TOTAL			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL	625		
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions	Sur sol propre Sur sol d'autrui Inst. générales, agencés & aménagés construct.			
	Installations techniques, matériel & outillage industriels				
	Autres immos corporelles	Inst. générales, agencés & aménagés divers Matériel de transport Matériel de bureau & mobilier informatique Emballages récupérables & divers	23 062		
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
		TOTAL	23 062		
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières				
		TOTAL			
		TOTAL GENERAL	23 687		

  

CADRE B		IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immob. fin ex.	Réévaluation légale/Valeur d'origine
			par virt poste	par cessions		
INCORPOR.	Frais d'établissement & dévelop.	TOTAL				
	Autres postes d'immob. incorporelles	TOTAL			625	
CORPORELLES	Terrains					
	Constructions	Sur sol propre Sur sol d'autrui Inst. gal. agen. amé. cons				
	Inst. techniques, matériel & outillage indust.					
	Autres immos corporelles	Inst. gal. agen. amé. divers Matériel de transport Mat. bureau, inform., mobilier Emb. récupérables & divers			23 062	
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
		TOTAL			23 062	
FINANCIERES	Particip. évaluées par mise en équivalence					
	Autres participations					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts & autres immob. financières					
		TOTAL				
		TOTAL GENERAL			23 687	

ISACOMPTA CONNECT - Fiscal -

Mission de présentation des comptes annuels - Voir l'attestation du professionnel de l'expertise comptable

21/34

## ANNEXE

CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortis sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles		625			625
<b>TOTAL</b>		625			625
Terrains					
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Inst. générales agen. aménag.				
Inst. techniques matériel et outil. industriels					
Autres immobs corporelles	Inst. générales agencem. amén.				
	Matériel de transport				
	Mat. bureau et informatiq., mob.	21 480	1 073		22 554
	Emballages récupérables divers				
<b>TOTAL</b>		21 480	1 073		22 554
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>22 105</b>	<b>1 073</b>		<b>23 179</b>

CADRE B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES					
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		DOTATIONS			REPRISES		
		Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel
Frais d'établissement							
Fonds commercial							
Autres immobs incorporelles							
<b>TOTAL</b>							
Terrains							
Constr.	Sur sol propre						
	Sur sol autrui						
	Inst. agenc. et amén.						
Inst. techn. mat. et outillage							
A. Immo. corp.	Inst. gales, ag. am div						
	Matériel transport						
	Mat. bureau mobilier inf.						
	Emballages réc. divers						
<b>TOTAL</b>							
Frais d'acquisition de titres de participations							
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>							
<b>Total général non ventilé</b>							

CADRE C		Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler						
Primes de remboursement des obligations						

ISACOMPTA CONNECT - Fiscal -

Mission de présentation des comptes annuels - Voir l'attestation du professionnel de l'expertise comptable

22/34

## ANNEXE

**CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE**

**Du 01/01/2024 au 31/12/2024**

### PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

La provision pour engagements de retraite s'élève à 24 023.22 € au 31/12/2024.  
La dotation de l'exercice s'élève à 4 799.97 €.

Les différents paramètres pour calculer cette indemnité sont les suivants :

Départ volontaire à 65 ans  
Taux d'actualisation : 2.65%  
Taux d'évolution des salaires : 2%  
Taux de charges sociales : 37%  
Turn over : faible

Méthode de calcul retenue : Méthode prospective :

Engagement de l'entreprise = (((salaire brut annuel \* Taux de progression salariale) / 12) \* Nb de mois acquis au moment du départ + Charges sociales) \* (Ancienneté actuelle / Ancienneté future) \* Taux de turnover \* Taux de mortalité \* Taux d'actualisation financière

ANNEXE

CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières			
ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	7 653	7 653	
	Créances rep. titres prêtés : prov. / dep. antér.			
	Personnel et comptes rattachés	219	219	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Etat & autres			
	Taxe sur la valeur ajoutée			
	coll. publiques			
	Autres impôts, taxes & versements assimilés			
	Divers	147 718	147 718	
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres) (3)	18 572	18 572	
	Charges constatées d'avance	1 052	1 052	
	TOTAUX	175 214	175 214	
Renvois	(1) Montant			
	(2) des			
	(3) Prêts & avances consentis aux associés (pers.physiques)			
	Créances reçues par legs ou donations	11 386	11 386	

**ANNEXE**

**CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE**

**Du 01/01/2024 au 31/12/2024**

**CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE**

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	1 052
Financières	
Exceptionnelles	
<b>TOTAL</b>	<b>1 052</b>

**PRODUITS À RECEVOIR**

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	154 905
Disponibilités	
<b>TOTAL</b>	<b>154 905</b>

ANNEXE

CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	Solde à l'ouverture de l'exercice	Affectation	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
Réserves					
Réserves pour projet de l'entité	17 622,45				17 622,45
Report à nouveau	205 691,37			14 576,68	191 114,69
Excédent ou déficit de l'exercice	-14 576,68		-13 684,52	-14 576,68	-13 684,52
Subventions d'investissement	583,33			583,33	
<b>TOTAUX</b>	<b>209 320,47</b>		<b>-13 684,52</b>	<b>583,33</b>	<b>195 052,62</b>

ANNEXE

CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

TABLEAU DE SUIVI DES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

Variation des fonds dédiés issue de	À l'ouverture de l'exercice montant global	Reports	Utilisations		Transferts	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
TOTAL							

ENGAGEMENTS À RÉALISER SUR RESSOURCES AFFECTÉES

Engagements	Exercice N	Exercice N-1
Sur apports		
Sur subventions de fonctionnement		
Sur dons manuels		
Sur legs et donations		
TOTAL		

ISACOMPTA CONNECT - Fiscal -

Mission de présentation des comptes annuels - Voir l'attestation du professionnel de l'expertise comptable

27/34

ANNEXE

CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

TABLEAU DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Subventions d'investissement	Solde à l'ouverture de l'exercice montant global	Variation de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice montant global
		Augmentation	Diminution	
Montant nominal :				
Affectées à des biens non renouvelables				
Région des Pays de Loire (matériel infor	1 000,00			1 000,00
Conseil Départemental (matériel informat	6 000,00			6 000,00
Conseil Départemental (matériel informat	7 000,00			7 000,00
Affectées à des biens renouvelables				
TOTAL	14 000,00			14 000,00
Quotes-parts virées au résultat :				
Affectées à des biens non renouvelables				
Région des Pays de Loire (matériel infor	916,67	83,33		1 000,00
Conseil Départemental (matériel informat	5 500,00	500,00		6 000,00
Conseil Départemental (matériel informat	7 000,00			7 000,00
Affectées à des biens renouvelables				
TOTAL	13 416,67	583,33		14 000,00

ISACOMPTA CONNECT - Fiscal -

Mission de présentation des comptes annuels - Voir l'attestation du professionnel de l'expertise comptable

28/34



**ANNEXE**

**CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE**

**Du 01/01/2024 au 31/12/2024**

**ÉTAT DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE**

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts & dettes à 1 an max. à l'origine				
etbs de crédit (1) à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts & dettes financières divers (1)(2)				
Fournisseurs & comptes rattachés	32 179	32 179		
Personnel & comptes rattachés	60 648	60 648		
Sécurité sociale & autr organismes sociaux	53 239	53 239		
Etat & Impôts sur les bénéfices	107	107		
autres Taxe sur la valeur ajoutée				
collectiv. Obligations cautionnées				
publiques Autres impôts, tax & assimilés	2 392	2 392		
Dettes sur immobilisations & cpts rattachés				
Groupe & associés (2)				
Autres dettes (dt det. rel. opér. de titr.)				
Dette représentative des titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAUX</b>	<b>148 565</b>	<b>148 565</b>		

Renvois

- (1) Emprunts souscrits en cours d'exercice  
Emprunts remboursés en cours d'exer.  
(2) Montant divers emprunts, dett/associés

**ANNEXE**

**CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE**

**Du 01/01/2024 au 31/12/2024**

**PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE**

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	
Financiers	
Exceptionnels	
<b>TOTAL DES PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE</b>	

**CHARGES À PAYER**

CHARGES À PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	24 363
Dettes fiscales et sociales	84 130
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
<b>TOTAL DES CHARGES À PAYER</b>	<b>108 493</b>

## ANNEXE

**CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE**

**Du 01/01/2024 au 31/12/2024**

### **RÉMUNÉRATIONS DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE**

Les trois plus hauts cadres dirigeants identifiés par l'Association sont :

- la Présidente
- la trésorière
- la secrétaire

Ils sont tous trois membres du bureau et exercent leurs fonctions à titre bénévole.

## ANNEXE

*CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE*

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

Les contributions volontaires sont valorisées et portées au pied du compte résultat. Elles sont constituées de :

- locaux mis à disposition à titre gracieux par le conseil Départemental (valorisation annuelle 48 683 €).

## DÉTAIL DES SUBVENTIONS PAR FINANCEURS

CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

Détail des subventions :

Nomination des financeurs	Montant
Conseil Départemental - actions	26400,00
FSE - PLIE	46352,65
Etat - actions	71891,96
Région - perm. juridique - actions	32775,00
CAF - prestation emploi - actions	111100,00
Nantes Métropole - actions	1000,00
CARENE - actions	13000,00
Ville de Saint-Nazaire - actions	2000,00
Ville de Pornichet	1500,00
Ville de Saint-Philbert de Grand Lieu	1000,00
Ville de Saint-Brévin-Les-Pins	500,00
Ville de La Baule	1000,00
Ville de Guérande	2000,00
Ville de Savenay	400,00
Ville d'Herbignac	1500,00
Ville de Blain	750,00
Ville de Rezé	1200,00
Ville de Pornic	400,00
Commune de Donges	300,00
Ville de Pontchâteau	1000,00
Ville de Saint-Herblain	2500,00
Ville de Nantes	3410,00
Conseil Départemental - fonct.	55000,00
Commune de Saint-André-Des-Eaux	350,00
Ville de Nord-Sur-Erdre	201,00
Commune de Quilly	100,00
Commune de Cordemais	300,00
Commune d'Asserac	100,00
Commune de Piriac-Sur-Mer	100,00
Commune de Saint-Reine-de-Bretagne	105,00
Ville de Missillac	300,00
Commune de Crossac	135,00
Commune de Saint-Molf	200,00
Commune de Montoir de Bretagne	600,00
Ville de Coueron	500,00
Ville de Saint-Aignan de Grand Lieu	500,00
Commune de Saint-Lyphard	150,00
Commune de Saint-Joachim	60,00
Commune de La Turballe	500,00
Commune de La Chapelle Des Marais	475,00

**DÉTAIL DES SUBVENTIONS PAR  
FINANCEURS**

---

*CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE*

---

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

Commune de Sévérac	250,00
Ville de Bouguenais	150,00
Commune de Campbon	300,00
Commune de Prinquiau	91,00
Commune de Saint-Luce-sur-Loire	500,00
Commune de Saint-Léger-Les -Vignes	100,00
Ville de Saint-Nazaire - fonctionnement	22600,00
Ville de Nantes - fonctionnement	43000,00
Région des Pays de Loire - DRDFE	107933,00
CARENE - fonct.	7000,00
Total :	563579,61